

La lettre de « L'Express »

« IL est clair que l'unité, le progrès, le prestige du peuple français sont en cause et que son avenir est bouché tant que le problème algérien ne sera pas résolu. »

Cette phrase, prononcée le soir du 29 janvier par le général de Gaulle, n'a pas été relevée le lendemain par les commentateurs de son allocution. Et c'est naturel. Les insurgés derrière leurs barrières, leurs correspondants parisiens prêts à bondir, l'Armée face aux insurgés... Assis sur ce tonneau de poudre que cernaient des hommes munis d'allumettes enflammées, nous avons tous été plutôt attentifs à ce qui pouvait, dans les propos du général de Gaulle, jugler l'explosion.

Et puis les jours ont passé ; les allumettes ont été confisquées ; autour du tonneau de poudre la foule des grands jours s'est égaillée. Mais, désormais, chacun sait, chacun sent qu'il bouche l'avenir et qu'il faut le vider ou se préparer à sauter. Comment ? Quand ? C'est l'histoire des prochains six mois.

Jean Daniel et Claude Krief livrent ici le résultat de l'enquête qu'ils ont menée à Paris et à Alger pour évaluer les possibilités d'évolution d'une situation essentiellement mouvante.

RAREMENT, à partir des faits, l'optimisme et le pessimisme ont été également justifiés, si l'on veut bien admettre, avec le chef de l'Etat, que l'avenir de la France est réellement suspendu à la guerre d'Algérie.

La vérité oblige à dire que l'on rencontre plus de pessimistes que d'optimistes. Rien de tel que les optimistes d'hier, ceux auxquels la stature du général de Gaulle dissimulait dédaigneusement la réalité, pour ne plus voir de l'idole que les pieds d'argile.

Ce qu'ils ont aperçu les épouvante.

Lorsque la sauvegarde d'un peuple repose si évidemment sur la présence physique d'un homme, on réalise soudain ce que signifie : « vivre en démocratie ». C'est le contraire. C'est vivre non pas comme des marmottes, entre des fauves qui n'attendent que la défaillance du dormeur pour s'entredéchirer. Mais comme des hommes bien éveillés, bien informés, conscients de défendre parfois des intérêts contradictoires et ne craignant pas de le reconnaître, chacun contrôlant la marche de l'autre et avançant sous la pression de l'autre.

Nous n'y sommes pas, nous n'y sommes pas du tout. Et parce qu'il vient seulement, semble-t-il, de s'en apercevoir, le Nouveau Pessimiste tremble.

« LES pleins pouvoirs, dit-il, le général de Gaulle les avait. Ce n'est pas le pouvoir qui lui a manqué au début de son règne mais la volonté d'en user. Ce n'était pas son idée, soit. Voilà qu'il a changé d'idée. Pour faire quoi ? »

« La guerre d'Algérie est la source de trop de profits, elle engendre trop de chances à exploiter par les amateurs de pouvoir pour que, si elle se poursuit, elle ne secrète pas de nouveaux complots et, à leur tête, de nouveaux chefs. »

A cela, que répond l'Optimiste ?

« Il est vrai que le serpent algérien se nourrit de la guerre et qu'il se reconstituera aussi longtemps qu'elle durera. Mais dans l'immédiat, il est assommé. Et sans résoudre aucun problème, cela donne quel que répit. »

« Est-il impossible d'imaginer que, mieux instruit sur les forces en présence et sur les véritables adversaires de sa politique, le général de Gaulle use à la fois de ce répit et du blanc-seing qu'il a pu, grâce aux événements, arracher au Parlement, pour chercher et trouver la paix ? »

« Aussi tenu que soit cet espoir, il existe. »

« L'homme qui a dit à propos de l'Algérie : Il faut vivre avec ses rhumatismes, sait aujourd'hui que la France souffre, en fait, d'un cancer et que son avenir est bouché tant que le problème algérien ne sera pas résolu. Il a donc révisé son diagnostic. Il sait que la politique dont il rêvait pour rétablir la paix a échoué. Pourquoi ne pas admettre qu'il en conçoive une autre et qu'il mette quelque vigilante obstination à l'appliquer ? »

« Puisque je suis condamné, comme le Pessimiste, à être l'impuissant spectateur de la tragédie qui se joue sous nos yeux, je préfère croire que la pièce se terminera bien. Il est probable que vers le dernier acte le général de Gaulle aura à nouveau besoin de figuration intelligente pour crier « Vive de Gaulle ». Je le crierai. »

« Et ensuite... Eh bien, ensuite, on pourra peut-être s'occuper de remettre la France en état de marche. »

Voilà ce que dit l'Optimiste. A quel le Pessimiste répond... Mais voulez-vous que, pour une fois, nous laissons au premier le dernier mot ?

Franoise Giroud

connaissaient depuis fort longtemps, il y ait eu parfois des heurts, cela n'est pas douteux. Mais qu'ils se soient limités au plan où peuvent s'affronter les caractères, les idées, et n'aient jamais débordé sur celui de la discipline, ne l'est pas moins.

S'il fallait d'ailleurs chercher dans l'histoire de l'armée de la Libération et de l'après-guerre, l'exemple d'un grand chef militaire rigoureusement fidèle à la nation et au pouvoir républicain dont il dépendait, c'est bien celui du maréchal de Lattre qui surgirait immédiatement. Son départ pour l'Indochine en fut une ultime preuve. Il ne comportait pour lui que des risques. Sa gloire n'avait rien à gagner, mais beaucoup à y perdre. Je tiens d'un témoin — M. Félix Gaillard — la réponse que fit de Lattre à M. René Pleven, alors président du Conseil, lorsqu'il lui demanda s'il acceptait cette mission : « Je n'ai pas à accepter ou à refuser ; je suis aux ordres de mon gouvernement. » Une phrase qui pourrait fournir le thème d'homéures et utiles méditations, vus en conviendrez, à bien des échelons de notre hiérarchie militaire actuelle.

MICHEL-DROIT.

[Dans « Le Salut », le général de Gaulle fait allusion à certaines difficultés survenues avec le maréchal de Lattre de Tassigny à propos d'une invitation des Américains. Et c'est à ces difficultés que je pensais. Cela dit, je tombe d'accord avec Michel-Droit que le comportement du maréchal de Lattre pourrait servir d'exemple à bien des officiers. — J. D.]

Correspondant de guerre auprès de Lattre, Michel-Droit a été son premier biographe.

Pas d'argent pour les Arts et Métiers

Alors que l'on dilapide avec allégresse les milliards pour la guerre d'Algérie, au moment où l'on accorde des subventions aux écoles confessionnelles, je tiens à vous signaler un fait qui, peut-être, pour vous est resté ignoré.

L'Ecole d'ingénieurs Arts et Métiers est une de nos seules grandes écoles d'ingénieurs qui ait consenti à augmenter sérieusement ses effectifs : de 360 élèves par an en 1955, ils se passent à 551 pour les concours 1959, soit une augmentation de plus de 50 %.

Les élèves étant groupés lors de la quatrième année à Paris, ils sont logés à la Cité universitaire. Le bâtiment actuel doit donc être agrandi et une nouvelle maison de 270 chambres doit être construite pour octobre 1960, date à laquelle le bâtiment existant sera nettement insuffisant.

Or, le gouvernement a refusé de donner un seul centime des 250 millions légers nécessaires à cette construction. La Société des anciens élèves se trouve donc dans l'obligation de demander à ses sociétaires le financement complet.

Faillit-il laisser sans logement à Paris 270 étudiants ? Voilà comment, en France, on encourage le recrutement des ingénieurs, dont notre industrie a pourtant le plus urgent besoin.

J. R.
ingénieur.
Clermont-Ferrand.

M. Xavier Vallat invoque la loi

A la suite de la lettre de l'un de nos lecteurs de Caen, publiée dans notre numéro du 14 janvier, M. Xavier Vallat, qui fut sous l'occupation commissaire général aux Questions juives, nous requiert en vertu de l'article 13 de la loi du 29 juillet 1881 de publier une mise au point dans laquelle il déclare :

« Que le requérant a été en effet, pendant près d'une année, de 1941 à 1942, commissaire général aux Questions juives, mais que, comme pendant la durée effective de ses fonctions, aucun Juif n'a été déporté parmi ceux qui résidaient en France, cet « abonné » se trompe lourdement en le qualifiant de pourvoyeur de camps d'extermination ;

« Que s'il ignorait d'ailleurs ce fait essentiel il aurait pu, par simple réflexion, s'aviser que si, au terme d'une instruction qui a duré quarante mois, le requérant avait été reconnu coupable de la disparition d'un seul juif, trois juifs anciens combattants ne seraient pas venus témoigner en sa faveur devant la Haute Cour ;

« Que, pour la même raison, cette juridiction exceptionnelle, qui n'était pas composée de gens à sa dévotion, ne l'eût pas condamné à une simple peine d'emprisonnement et qu'il aurait été écarté du bénéfice de la loi d'amnistie par l'article qui en excluait les assassins, les dénonciateurs et les responsables de déportations. »

La Grande Semaine de l'Université

A l'occasion de la Grande Semaine de l'Université qui aura lieu du 13 février au 1^{er} mars, sous la présidence de M. Jean Sarrailh, recteur de l'Université de Paris, les étudiants de la Sorbonne sortent un numéro spécial de leur journal, « L'Etrave » (envoi sur demande).

LA GRANDE SEMAINE DE L'UNIVERSITÉ. Théâtre. Musique. Danse. Cinéma. Expositions. Conférences. Avant-premières. Comptes rendus. Enquêtes.

Faculté des Lettres, 17, rue de la Sorbonne, Paris (V^e).
(Communiqué.)

L'armée de demain

Depuis plusieurs années le bruit court, colporté de bouche à oreille, que la raison majeure de la poursuite de la guerre, ce sont les avantages pécuniaires et matériels énormes que les militaires en retirent...

J'ai tenté en vain d'amener des amis, officiers supérieurs, à répondre ; le mépris ne suffit pas ; faux ou exagérés, les chiffres colportés portent et l'antimilitarisme marche à pas de géant dans des régions que je connais bien. Il est grand temps de parler de ces questions, non pas avec le complexe de l'anti-France et le dessein de marquer un point, mais avec le droit qu'a chaque citoyen de savoir ce que coûte l'armée de la nation et le devoir qu'il a de protéger la grande muette contre toute campagne calomnieuse.

En vérité, ce dont souffre le plus l'armée, encore que le malaise affecte plus les états-majors que l'officier en campagne, c'est de ne pas avoir entrepris sa reconversion. Les bonnes gens se disent de plus en plus : « A quoi ça sert ? » Et effectivement son rôle de demain dans la nation n'a pas été même pensé. Qu'on s'étonne ensuite si, à défaut de perspectives exaltantes, de jeunes capitaines se donnent des ennemis plus ou moins imaginaires pour se justifier leur propre existence : anti-France et communisme international.

Pour ma part, j'entrevois les grandes tâches de l'armée de demain au sein d'un « service civil », où ses traditions d'honneur, de sacrifice, de dévouement au bien public trouveront à s'employer. Ce « service civil » prolongerait dans d'autres domaines de l'activité humaine l'œuvre d'assainissement des nationalisations.

Je souhaite à tous mes camarades de l'armée qu'ils ouvrent largement leurs casernes, non pas à des visites de musée, mais à la vie.

JEAN-MARIE BRESSAND,
Capitaine d'Artilerie de Réserve,
Ancien chef de réseau de la Résistance.

Ce que gagnent les officiers

« La Jabne et la Rouge », publication mensuelle de l'Ecole polytechnique, dévoile, dans son numéro 135 du 1^{er} février 1960, les rémunérations des officiers généraux de l'armée française. Leur simple montant est déjà de nature à faire rêver les fonctionnaires « normaux » ; mais le même article donne des explications et des chiffres concernant l'indemnité pour charges militaires qui constitue un accessoire permanent de la solde mensuelle.

J'ai appris avec stupeur qu'un officier subalterne (ss-11 à capitaine) percevait ce titre, depuis le 1^{er} octobre 1959, 135.720 anciens francs par mois. Or, tout cela est indépendant des diverses primes accordées aux militaires des unités combattantes.

Ne pourriez-vous révéler au public ce que verse aux officiers d'Algérie ce pourcentage contre lequel ils comptent ?

M. THOMAS,
Boulogne-sur-Seine.

[Lire en page 4 « Une mise au point sur les traitements des officiers ».]

Une lettre de M. Yves Châtaigneau

Au cours d'une des dernières séances de l'Assemblée nationale, le député musulman Chibli, de Bône, ayant rappelé que j'avais proposé et fait nommer M. Saadeddine Ben Cheneb ministre de France à Djeddah, a été interrompu par le député Margais d'Alger, qui a déclaré que cette nomination était due au général Catroux, commissaire aux Affaires musulmanes en 1944, antérieurement à sa mission.

Or, elle est intervenue en janvier 1947, sur la proposition que j'avais faite en décembre 1946 au président Léon Blum, alors que le général Catroux était ambassadeur de France à Moscou depuis deux ans.

Le 25 janvier 1947, au surplus, ainsi que l'a rapporté le bulletin 838 des Articles et Documents de la Documentation française du secrétariat général du Gouvernement paru le 8 février suivant, une délégation de dix-huit personnalités musulmanes d'Algérie est venue me remettre une adresse pour me remercier de la nomination de M. Saadeddine Ben Cheneb comme ministre de France en Arabie saoudite, poste dont notre éminent compatriote a été écarté, du Quai d'Orsay, après mon départ d'Algérie, en 1948, par le ministre des Affaires étrangères de l'époque, M. Robert Schuman. M. Saadeddine Ben Cheneb n'a plus été dans le corps diplomatique.

Je veux ajouter qu'au cours de ma mission en Algérie, j'avais obtenu de M. Michel, ministre des Armées, la promotion de deux officiers musulmans au grade de lieutenant-colonel, les commandants Soukhal et Ben Daoud, j'avais nommé les deux premiers musulmans directeurs au Gouvernement général, M. Mustapha Pacha, directeur du fonds commun des S.I.P., et M. Bouakouis, directeur de l'Economie.

Il n'y a pas eu de troisième directeur musulman. J'avais proposé des musul-

mans pour conseillers à la Cour de Cassation, à la Cour des Comptes et au Conseil d'Etat. J'avais reçu la promesse, dont mes adversaires ont empêché l'exécution, de la promotion du conseiller Mahdi à la présidence d'une chambre de la Cour d'Appel d'Alger.

YVES CHATAIGNEAU,
ambassadeur,
ancien gouverneur général
d'Algérie.

Un index, s.v.p.

Une collection de « L'Express », c'est une mine de renseignements les plus divers et les plus précieux : de Fidel Castro à l'Aspic, de la Corée à la Gelée Royale, du Cameroun à Picasso...

Mais c'est une mine à peu près inaccessible car, si on ne peut pas à peu près situer le numéro recherché, on peut tourner des pages et des pages inutilement... J'en ai déjà fait la décevante expérience pas mal de fois.

Pourquoi « L'Express » s'obstine-t-il à n'avoir pas de table de matières ? Des lecteurs ont déjà réclamé, en vain...

MILLE VAILLEMOT,
Saint-Léger-des-Vignes (Nièvre).

[Un index général de « L'Express » est actuellement en préparation. C'est une entreprise de longue haleine. Nos lecteurs seront informés de ses progrès.]

De Gaulle et de Lattre

Dans l'article « L'Elysée et l'Armée », Jean Daniel écrit :

« En 1944, le général de Gaulle savait bien comment s'y prendre pour remettre dans le droit chemin l'impétueux de Lattre de Tassigny. »

Si, pour le commandant en chef de la 1^{re} Armée française, le droit chemin était bien alors celui qui conduisait ses troupes à la victoire, il semble pourtant qu'il n'y ait jamais eu besoin d'y « remettre » le général de Lattre, pour l'excellente raison qu'il ne s'en écarta jamais.

J'ajouterais que, sur les trois problèmes les plus difficiles qu'eut à résoudre le commandement de la 1^{re} Armée après le débarquement : l'amalgame des F.F.I. aux troupes venues d'Afrique, la défense de Strasbourg et la participation à l'assaut final contre l'Allemagne, tous les excellentes conceptions concordent pour nous prouver que les points de vue du Président du Gouvernement provisoire et du commandant en chef ne divergèrent à aucun moment ni en aucune façon.

Certes, qu'entre deux hommes aux personnalités aussi accentuées dans leurs dissemblances, et qui d'autre part se